

Trois militantes féministes des Femen se sont invitées sur les Champs-Élysées au moment où passait [la Cadillac blindée](#) du président des États-Unis, [Donald Trump](#), peu avant 11h, lors de la [cérémonie de commémoration du 11 Novembre](#).

Deux des trois femmes sont parvenues à forcer la sécurité devant le cortège américain, pour exposer leurs poitrines dénudées, sur lesquelles étaient écrits les slogans « Fake peacemakers, real dictators » (« Faux pacificateurs, vrais dictateurs »), « Hypocrisy parade » (« La parade de l'hypocrisie ») ou « Gangsta party » (« La fête des gangsters »). La troisième militante en a fait de même, mais positionnée un peu plus haut dans l'avenue des Champs-Élysées.

Les gendarmes sont immédiatement intervenus pour maîtriser les activistes. L'une a été interpellée sur la chaussée, les deux autres juste après avoir sauté par dessus les barrières.

Une Femen s'est introduite parmi les photographes

Ces intrusions ont soulevé de nombreuses critiques, alors que le [dispositif de sécurité était maximal](#) : près de 10 000 policiers, gendarmes et pompiers étaient mobilisés, sur fond de menace terroriste toujours présente. « La sécurité du cortège et du président des États-Unis n'a été en rien menacée », s'est défendu le ministre de l'Intérieur, [Christophe Castaner](#).

Il semblerait que l'une des Femen est parvenue à s'introduire parmi les photographes accrédités, selon l'AFP.

« La France célèbre la paix avec cette cérémonie mais la moitié des chefs d'État invités sont responsables de la plupart des conflits dans le monde », a déclaré peu après à l'AFP une militante Femen présente sur place, Constance Lefèvre.

«Des chefs d'Etat qui font honte à la paix»

La veille, trois militantes Femen s'étaient brièvement exposées sous l'Arc de Triomphe, seins nus et poing en l'air, en criant: « Welcome war criminals » (Bienvenue aux criminels de guerre). Selon Tara Lacroix, militante de 24 ans, l'une des militantes arrêtées, elles venaient « protester contre la venue de chefs d'État qui font honte à la paix. La plupart sont des dictateurs qui ne respectent pas les droits de l'Homme dans leur pays ». Après avoir été placées en garde à vue dans la foulée, elles ont été convoquées au commissariat pour le 25 mars.

Quelque 70 chefs d'État et de gouvernement sont réunis à Paris pour célébrer le centenaire de l'armistice de la Grande guerre, un rassemblement hors norme et sous haute sécurité.